

Suppression des cotisations maladie et chômage : les impacts pour les ménages de la proposition d'Emmanuel Macron

Dans le cadre de PlacedelaSanté.fr, la Mutualité Française décrypte le programme en santé et protection sociale des candidats à l'élection présidentielle. Lancé le 1^{er} décembre 2016, en partenariat avec des think tanks de sensibilités politiques différentes (la Fondapol, la Fondation Jean-Jaurès et Terra Nova), le site participatif a pour objectif d'interpeller les candidats sur les sujets qui préoccupent les Français.

La nouvelle proposition décryptée :

Emmanuel Macron propose de supprimer la part salariale des cotisations maladie et chômage et, en contrepartie, de relever de 1,7 point les taux de CSG. Concrètement, la CSG passerait de 7,5 à 9,2 % pour les salariés et de 6,6 à 8,3 % pour les retraités. Emmanuel Macron s'engage à préserver de la hausse de la CSG les retraités à revenus modestes (de l'ordre 40 % des retraités) et les chômeurs.

D'après les estimations de la Mutualité Française, cette proposition de traduirait par un surcroît de recettes pour l'Etat de l'ordre de **4 milliards d'euros**. En effet, les pertes de cotisations sociales de 18,3 milliards d'euros seraient plus que compensée par un gain de 22,5 milliards d'euros de CSG.

Pour les ménages, voilà quelques illustrations pour mesurer l'impact de cette proposition :

520 euros. C'est le revenu supplémentaire dont bénéficierait, chaque année, un couple percevant chacun un SMIC à plein temps.

1 000 euros. C'est le revenu supplémentaire dont bénéficierait, chaque année, un couple percevant chacun 3 000 euros brut mensuel de salaire et ayant par ailleurs 4 000 € de revenus du capital par an (revenu locatif ou assurance vie par exemple).

1 300 euros. C'est les prélèvements supplémentaires que devrait assumer, chaque année, un couple percevant exclusivement des revenus du capital, d'un montant équivalent aux revenus du couple de salariés mentionné ci-dessus.

884 euros. C'est les prélèvements supplémentaires que devrait assumer, chaque année, un couple de retraités disposant d'une retraite de 2 000 € brut par mois chacun et d'un revenu annuel du capital de 4 000 euros.